

Hélène Combes: «La structure du mouvement est l'une des clés de la réussite de López Obrador au Mexique»

PAR LUDOVIC LAMANT
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 26 JUIN 2018



Andrés Manuel López Obrador, le 16 juin 2018, dans l'État d'Oaxaca. © Reuters / Jorge Luis Plata

À rebours des lectures qui font d'Andrés Manuel López Obrador un candidat « *populiste* », voire un « *Chávez mexicain* », l'universitaire Hélène Combes propose une lecture originale de la dynamique d'« *AMLO* », bien parti pour devenir le prochain président du Mexique à l'issue des élections du 1^{er} juillet. Entretien.

Hélène Combes, chargée de recherche au CNRS, enseignante à Sciences Po, est une spécialiste des partis politiques et mouvements sociaux en Amérique latine. Dans *Faire parti* (2011, **Karthala**), elle s'intéresse à la construction du Parti de la révolution démocratique (PRD), cette formation de la gauche mexicaine fondée en 1989 qu'a un temps présidée Andrés Manuel López Obrador. Ce dernier est le favori des élections générales qui se tiennent dimanche 1^{er} juillet au Mexique, mais il se présente contre le PRD, sous l'étiquette du Mouvement de régénération nationale (MORENA), une structure nouvelle dont Hélène Combes a suivi la constitution au fil des années.

En quoi la campagne de López Obrador cette année diffère-t-elle des campagnes qu'il a perdues, en 2006 puis 2012 ?



Hélène Combes : Il y a d'abord des éléments de continuité. En 2006, López Obrador avait caracolé en tête des sondages sur quasiment toute la période de la campagne, et les parallèles que l'on voit émerger aujourd'hui chez ses adversaires – le « *Chávez mexicain* » – étaient déjà présents dans le débat public. L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa, sorte d'intellectuel organique de la droite latino-américaine, avait appelé à ne pas voter pour le « *populiste* » López Obrador, et il en a fait de même cette année.

La campagne de 2006 était aussi marquée par une forte polarisation avec le monde de l'entreprise et, malgré des rapprochements avec certains entrepreneurs en 2012, puis l'incorporation dans son équipe en 2018 de membres de grandes familles d'entrepreneurs du nord du pays, on a vu se développer la même logique de polarisation cette année.

Mais il ne se présente plus sous la même étiquette politique.

Oui, c'est l'une des grandes différences. En 2006, López Obrador est le candidat incontesté et incontestable du Parti de la révolution démocratique [PRD]. Dans les années 1990, il avait dirigé le PRD, avant de devenir maire de Mexico, de 2000 à 2005. Il avait même fait l'objet en 2005 d'une tentative d'*empeachment* ubuesque, qui avait encore renforcé sa très forte popularité.

En 2012, la situation est très différente. Le PRD l'investit à son corps défendant. D'après les sondages de l'époque, López Obrador est celui qui a le plus de chances de gagner, donc le PRD finit par l'investir, mais il est déjà *persona non grata* au sein de l'appareil du PRD, en conflit ouvert avec sa

direction. Durant des années, López Obrador a mené un travail organisationnel de fond, de mobilisation de sympathisants à l'échelle du pays. Contre l'appareil du PRD, il met en place une structure alternative, dont on parle peu dans les médias aujourd'hui, mais qui est à mon sens l'une des clés de sa réussite actuelle.



Andrés Manuel López Obrador, le 16 juin 2018, dans l'État d'Oaxaca. © Reuters / Jorge Luis Plata

Cette rupture avec le PRD se joue donc sur de simples questions organisationnelles. Se joue-t-elle aussi sur des enjeux idéologiques ?

La question organisationnelle et la question idéologique vont en partie de pair. Il faut, pour le comprendre, revenir à l'élection de 2006. Le soir des élections, l'Institut national électoral n'est pas en mesure de déterminer l'identité du vainqueur. Il y aurait environ 0,6 % de voix de différence entre Felipe Calderón, candidat du PAN (droite), et López Obrador.

Ce dernier se met à organiser des meetings, contester l'élection, dénoncer des fraudes. Un décompte des procès verbaux est de nouveau organisé : il n'y a plus que 0,56 % de voix de différence – soit 200 000 voix. Mais on apprend aussi qu'environ 800 000 voix sont annulées pour diverses raisons (actes mal remplis, incidents dans des bureaux de vote, etc.), ce qui fait parler de fraudes à López Obrador. C'était en fait dans la norme, pour ce genre d'élections – environ 3 à 4 % des voix sont annulées, en moyenne. Cependant, pour cette élection, les spécialistes des questions électorales au Mexique sont unanimes : il était impossible de trancher, puisqu'il y avait quatre fois plus de voix annulées que de voix d'écart entre les deux candidats.

C'est à ce moment que López Obrador lance le « *plantón* », un méga-campement qui va durer 48 jours, localisé sur le Zocalo [la grande place de

Mexico – nldr] et le centre de la capitale. Des divergences avec la direction du PRD, alors tenue par un courant qui s'appelle Nouvelle gauche et s'oppose au campement, apparaissent immédiatement. Le tribunal électoral finit par reconnaître la victoire de Calderon, et López Obrador lève le campement. Mais il choisit de poursuivre la mobilisation par d'autres biais.

Il se proclame alors le « président légitime »...

Au moment de l'investiture de Calderón, López Obrador organise une investiture pour lui-même et dévoile un gouvernement constitué de six hommes et six femmes, dont certains et certaines sont encore au cœur de sa campagne en 2018. Je pense à la candidate de Morena pour la mairie de Mexico, une fidèle parmi les fidèles, Claudia Sheinbaum.

À l'époque, autour de 2007, ce « *gouvernement légitime* » faisait ricaner les membres du PRD opposés à López Obrador. Mais il va commencer un patient travail d'organisation territoriale. Chaque « ministre » était responsable de l'organisation de deux à trois États fédérés. Ils s'y rendaient tous les 15 jours, pour discuter avec des membres du PRD favorables à López Obrador. Parallèlement, lui commence ses fameuses tournées dans le pays. Il a visité au moins deux fois chacun des *municipes*, l'équivalent mexicain des cantons. Il s'est rendu dans des villages extrêmement reculés, dans des zones de sierras, dans des endroits enclavés parfois tenus par des narcos, où aucun personnalité politique n'avait jamais mis les pieds.

J'ai eu l'occasion de le suivre quatre jours lors d'un déplacement en 2007. C'était un moment où les journaux ne couvraient quasiment plus les activités de López Obrador, et j'avais été frappée par la forte participation à ses meetings. Il y avait 500 personnes pour écouter un meeting dans une commune rurale de 3 000 habitants, des gens qui étaient souvent très impressionnés de voir López Obrador en chair et en os, venir discuter avec eux.

Y a-t-il des formes de clientélisme dans cette mobilisation populaire ? On se rend au meeting parce qu'on sait que l'on aura un T-shirt ou une aide alimentaire pour le mois...

C'est une question compliquée. López Obrador s'est beaucoup reposé sur un réseau de dirigeants locaux qui avaient comme consigne de mobiliser. Sur la manière de mobiliser, López Obrador n'a jamais été très regardant... Il a commencé à construire un registre d'affiliés alternatif au PRD, dans chacun des meetings. Il y avait une petite guérite à l'entrée et les gens faisaient la queue : on leur imprimait une carte de représentant du gouvernement légitime, avec leur photo et leurs empreintes, et on récupérait leurs coordonnées.

Il a utilisé ce fichier au service de plusieurs mobilisations, qui lui ont permis de structurer territorialement ce mouvement qui, à l'époque, n'avait pas de nom. C'était le « *gouvernement légitime* », mais les gens disaient : le « *mouvement de López Obrador* ». Le fichier était utilisé à la fois pour des appels téléphoniques ciblés avec un message « personnel » de López Obrador et par les dirigeants locaux pour faire du porte-à-porte et inciter les sympathisants à se mobiliser.

Un conservateur sur les questions sociétales

De quel type de mobilisation s'agit-il ?

Face à la réforme de la compagnie pétrolière Pemex en 2007, il lance par exemple « *la mobilisation des adelitas* », qui reprend une figure de la révolution mexicaine assez ambivalente : des femmes soldates, qui étaient aussi des compagnes – dans tous les sens du terme – des révolutionnaires mexicains. C'est une figure clé de la culture populaire mexicaine : il y avait eu des années 1950 aux années 1980 une *historieta*, une B.D. vendue en kiosque, très populaire, d'une *adelita*, compagne de Pancho Villa. López Obrador puise souvent dans l'imaginaire national.

Des brigades exclusivement féminines sont formées, avec une organisation pyramidale : les brigades comptent 500 femmes environ, avec des sous-responsables de brigade chacune responsable de 100 femmes, etc. Cette mobilisation a par ailleurs été vécue

comme un succès parce que la loi a été amendée et la privatisation a été mise entre parenthèses – même si elle a été reprise sous le gouvernement de Peña Nieto.



Un exemplaire de «Regeneración» en 2017.

López Obrador a su réactiver des réseaux anciens propres à Mexico, liés à ce que l'on a appelé le Mouvement urbain populaire, particulièrement intense après le tremblement de terre de 1985. Ce sont des associations de voisinage, pour le droit au logement, et qui étaient déjà très féminines, comme c'est souvent le cas en Amérique latine. López Obrador a su redonner un espace militant à ces militantes, qui n'avaient pas trouvé leur place au sein d'associations qui se sont elles aussi professionnalisées, en lien avec l'institutionnalisation du PRD et sa gestion de Mexico, qu'il a gagné en 1997 et jamais perdu depuis.

Une fois le mouvement terminé, les brigades continuent à se réunir une fois par mois. Elles sont chargées de distribuer un journal, *Regeneración*, imprimé en 3 millions d'exemplaires dès sa sortie en 2010, qui va remettre en scène les thèmes récurrents de López Obrador : la lutte contre la corruption ou contre les monopoles économiques. La distribution du journal sert à susciter du débat mais aussi à recruter des sympathisants. Les brigades ont accès au registre du mouvement, pour retrouver les personnes qui ont déjà assisté à des meetings de López Obrador et leur apporter le journal pour entretenir la flamme.

Qu'en pense le PRD à l'époque ?

À la fin des années 2000, le PRD finit par se rendre compte que López Obrador est en train de monter une structure parallèle. Il lui demande l'accès à ce fichier de sympathisants. Les tensions s'exacerbent. D'autant qu'au même moment, d'autres crispations apparaissent. Les courants centristes du PRD ont voté des lois économiques avec la droite. Le PRD n'a finalement d'autre choix que d'investir López Obrador pour les élections de 2012.

Avec une équipe de campagne tenue par le parti qui n'est pas en ordre de marche derrière lui, la campagne est en demi-teinte. Il doit aussi faire face à Peña Nieto, le candidat du PRI, omniprésent dans les médias acquis à sa cause et qui présente un visage glamour : il est jeune, beau et en couple avec une actrice célèbre de Telenovelas. Malgré quelques contestations, le résultat est sans appel. Peña Nieto le devance de presque 7 %.



Après l'élection, López Obrador quitte le PRD et va accentuer sa méthode pour lancer Morena : les fidèles de López Obrador qui le suivent au début – ils sont peu nombreux dans les premières années – vont réaliser un travail territorial très précis, avec des responsables de district, chargés de distribuer un nombre déterminé du même journal, *Regeneración*, en mains propres et en discutant avec les sympathisants. La quantité des personnes à voir dans chaque district électoral

est calculée en fonction du pourcentage de votes que López Obrador y a obtenus en 2012. Ce dernier contrôle personnellement le travail *via* un logiciel !

Ce travail de fourmi est décisif. Et il s'oppose à une lecture qui ferait de López Obrador un leader charismatique, en lien direct avec le « peuple ». López Obrador n'est pas du tout charismatique, ce n'est absolument pas un tribun, il raconte toujours la même chose en meeting et parle très peu lors des réunions... C'est un personnage gris. Il est plutôt besogneux et encadre énormément son entourage sur les questions d'organisation. C'est lui qui a toujours le dernier mot sur ces enjeux alors qu'il laisse beaucoup plus de latitude sur les questions programmatiques.

Est-ce que les cadres du PRD ont suivi López Obrador ?

Jusqu'à 2013, la majorité des cadres reste au PRD. À partir de 2014, on observe une hémorragie massive. Deux éléments sont ici à prendre en compte. Dès la création de Morena en 2014, les enquêtes électorales montrent que la coalition pourrait gagner les législatives à Mexico, bastion du PRD. Pour les cadres du PRD, le coût de l'*exit* devient donc moindre, si l'on sait que l'on remportera les prochaines élections.

La crise du PRD s'accroît à cause de la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa, enlevés dans la ville d'Iguala [dans l'État du Guerrero, en 2014, et dont les corps ont ensuite été retrouvés dans des sacs en plastique dans une rivière – nldr]. Le maire d'Iguala, dont tout montre qu'il était en cheville avec les narcos, était du PRD, et avait été investi par le courant Nouvelle gauche, ce courant opposé à López Obrador. Cuauhtémoc Cárdenas, figure morale du PRD, démissionne à ce moment-là.

L'alliance de Morena avec un parti évangéliste d'extrême droite, opposé à l'avortement comme aux droits des homosexuels, est-elle une surprise ?

Non. Son conservatisme sur ces questions est de notoriété publique depuis longtemps. López Obrador incarne une gauche très conventionnelle, de type nationaliste, qui insiste sur le rôle de l'État dans l'économie. Les questions sociétales ne sont pas le

cœur de ses préoccupations. Ce n'est pas López Obrador qui a fait adopter le mariage pour les personnes de même sexe à Mexico, pas plus que le droit à l'avortement – qui sont des compétences locales dans un État fédéral –, mais le maire PRD qui lui a succédé, Marcelo Ebrard. C'est aussi la droite qui, au début des années 2000, a autorisé, à l'échelle nationale, la pilule du lendemain.

« Le Mexique a toujours été à contretemps des cycles politiques latino-américains »

Que pensez-vous du gouvernement présenté par López Obrador en début de campagne, avec lequel il dit vouloir diriger ?

C'est un gouvernement qu'il qualifie lui-même d'experts : un tiers d'universitaires, des anciens hauts fonctionnaires, un ancien membre de la Cour suprême... Face aux critiques qui font de lui un populiste, il a choisi de s'entourer de gens très reconnus pour leur expertise, et qui sont aussi très internationalisés.

En 2006, López Obrador se vantait de n'être jamais allé aux États-Unis. Là, il a choisi des gens qui ont fait quasiment tous des études à l'étranger, aux États-Unis ou en Europe, et qui ont des liens avec les organisations internationales. Plusieurs ont travaillé pour le FMI ou pour des organismes régionaux. Ils ont donc des profils très sociaux-démocrates en réalité. Quand on regarde le détail des propositions, c'est même un programme très social-*light*, qui va piocher dans les exemples de bonne gouvernance d'Europe du Nord...

Que dit-il sur la lutte contre le narcotrafic ?

López Obrador propose une amnistie. Mais il n'en a pas évoqué les détails. Ce qui est intéressant, c'est qu'en parlant d'amnistie et de sortie de conflit, il prend acte d'une situation de guerre civile, que la classe politique mexicaine se refuse à reconnaître jusqu'à présent. Les violences liées au narcotrafic ont provoqué la mort de 240 000 personnes depuis 2006, dont environ 120 000 depuis l'arrivée de Peña Nieto en 2012. On commence aussi à parler de la question des déplacés, avec des estimations de quelque 340 000 personnes (dont un exode massif, et légal, de certains

membres de la classe moyenne vers les États-Unis). Quant aux disparus, leur nombre est bien sûr difficile à estimer.

L'amnistie de López Obrador pose la question de savoir ce qui relève du narcotrafic et ce qui ne l'est pas. La frontière est parfois poreuse entre le blanchiment d'argent et la corruption de certains dirigeants politiques. L'activité criminelle s'est aussi beaucoup diversifiée : trafic de drogue, racket, traite d'humains... López Obrador s'est contenté de dire à ce stade qu'il inviterait le pape pour mettre en place une commission de sortie de conflit. Quoi qu'il en soit, cela prendra forcément beaucoup de temps.

La lutte contre la corruption en politique reste au cœur de son programme ?

Oui, c'est sa marque de fabrique. Il l'accompagne d'une défense de ce qu'il appelle « *l'austérité républicaine* », c'est-à-dire des fonctionnaires moins dispendieux. Quand il était maire de Mexico, il a divisé son salaire par deux. Sur ce plan, López Obrador vise juste : la corruption existe bien sûr au Mexique, mais il y a surtout des rémunérations ahurissantes à certains postes électifs et dans la haute administration. Des maires de petites villes gagnent parfois autant que le président de la République, soit 100 à 150 fois le salaire minimum.

Si López Obrador est élu, la corruption pourrait être son talon d'Achille, parce qu'il ne peut pas contrôler ses troupes, et que la société civile, et des ONG en particulier, veillent au grain. Une sénatrice de Morena a déjà attiré l'attention pour avoir fait passer en note de frais l'achat des rideaux de sa maison...

Comment expliquer la faiblesse des réseaux de López Obrador à l'international ?

Son ancien parti, le PRD, a assez peu de liens, avec l'étranger, et avec les gauches latino-américaines. Le PRI a longtemps été le seul parti mexicain affilié à l'Internationale socialiste. Le PRD a obtenu son affiliation dans les années 1990, mais son adhésion a toujours été très compliquée, parce qu'il réclamait l'exclusion du PRI. Aucun dirigeant du PRD n'a eu de responsabilité au sein de l'Internationale socialiste. L'autre difficulté est liée au forum de São Paulo

dans les années 1990, qui a débouché sur les forums sociaux et l'altermondialisme : les interlocuteurs pour le Mexique, dans un premier temps, étaient les zapatistes, avec qui le PRD a entretenu, là encore, des relations tumultueuses. À cela s'ajoute le fait que López Obrador est très tourné, de par sa formation et ses mentors, vers l'histoire nationale.

Alors que l'Amérique latine opère un virage à droite, du Chili à la Colombie, en passant par l'Argentine et peut-être bientôt le Brésil, le Mexique semble, lui, bien parti pour élire un candidat de gauche.

Le Mexique a toujours été à contretemps des cycles politiques latino-américains. Dans les années 1970, le Mexique a accueilli de nombreux réfugiés qui fuyaient les dictatures d'Amérique du Sud. Il y a par exemple eu beaucoup de réfugiés politiques chiliens – dont l'écrivain Roberto Bolaño – et argentins. Au moment du virage à gauche de l'Amérique latine [au début des

années 2000 – nldr], c'est la droite qui a gagné au Mexique, même si le PAN de Vicente Fox [au pouvoir de 2000 à 2006 – nldr] peut être considéré sous certains aspects comme un parti démocrate chrétien.

Le nationalisme de López Obrador peut-il faire penser au protectionnisme économique des Kirchner (2003-2015) en Argentine ?

C'est toujours la comparaison avec l'Argentine qui marche le mieux pour le Mexique. Ce sont des sociétés très inégalitaires mais avec des classes moyennes importantes, avec une tradition longue de politisation des milieux populaires, ce qui n'a pas été le cas partout en Amérique latine. Les épisodes de « populisme » latino-américain ont aussi correspondu à des périodes de politisation des classes populaires.

Boîte noire

L'entretien a été réalisé le 20 juin à Paris. Il a été relu et légèrement amendé par Hélène Combes.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.